

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité – Développement

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DU BUDGET 2017

Moroni, le 26Avril 2018

Sommaire

INTRODUCTION.....	3
PREMIERE PARTIE : CONTEXTE DE LA PREPARATION DU BUDGET 2017.....	3
PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET.	3
<i>CHAPITRE 1 : CONTEXTE GENERAL DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES 2017.</i>	<i>3</i>
1.1 – CONTEXTE GENERAL.	3
1.2 - LES GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES 2017 ET LES MESURES NOUVELLES. .	4
2.1 Les Recettes.....	6
2.2 Les Dépenses.....	6
DEUXIEME PARTIE : EXECUTION BUDGETAIRE, EXERCICE 2017	7
2-1. INTRODUCTION	7
2-2. EXECUTION DES RECETTES CONSOLIDEES	9
2-2- 2-Les Recettes fiscales.....	10
2.2.3- Les recettes non non fiscales	11
2-3. EXECUTION DES DEPENSES CONSOLIDEES.	12
2-3-2. Exécution des Dépenses par catégorie.....	12
2-4. EXECUTION BUDGETAIRE PAR ENTITE.	15
2-4-2. ÎLE AUTONOME DE NGAZIDJA.	17
2-4-3. ÎLE AUTONOME d'ANJOUAN	18
2-4-4. ÎLE AUTONOME DE MWALI.	20
2-4-5. UNION.....	21
3. INDICATEURS BUDGETAIRES.....	23
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	26

INTRODUCTION

En vertu de l'article 19 de la Constitution, et conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la Loi n°12-009 du 21 juin 2012 et en son article 64 régissant les Opérations Financières de l'Etat, le Gouvernement est tenu de soumettre au vote de l'Assemblée Nationale, un projet de Loi portant Règlement du Budget de l'Etat pour la gestion au titre de l'exercice écoulé.

En effet, au cours de l'exercice 2017, les recettes internes ont été réalisées à hauteur de **55 550 379 341** fc, soit un Taux de réalisation de 86,31% par rapport aux prévisions et les dépenses courantes ont été ordonnancées à hauteur de **66 380 976 305** fc soit un taux d'exécution de 101,98% par rapport aux prévisions.

C'est ainsi que le présent rapport portera sur le règlement de l'exécution du budget 2017, à travers une analyse détaillée du recouvrement des recettes et de l'exécution des dépenses par rapport aux autorisations. Il explique, en outre, l'origine des aménagements de crédits et la nature des résultats constatés.

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE DE LA PREPARATION DU BUDGET 2017

PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET.

LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET dans sa version actuelle est en phase de réorganisation, compte tenu de sa séparation avec les services de la Direction Générale du Contrôle Financier.

Les missions de la Direction Générale du Budget consistent en la collecte, la centralisation et le traitement des données inhérentes à la préparation du budget de l'Etat ainsi qu'au contrôle de son exécution conformément à la loi des finances dument votée par l'Assemblée de l'Union des Comores et promulguée par le Président de la République. Toutes ses opérations étant réalisées en tenant compte de la réglementation en vigueur.

Pour réaliser ce travail, la Direction Générale du Budget dispose de Directions techniques dont les hommes et les femmes qui y sont affectés doivent aussi assurer le passage du « budget de moyens », l'actuel, vers le « budget programme » en passant par le « budget axé sur les résultats » d'ici 2022. C'est dans ce cadre mais aussi en vue de se mettre en conformité avec les dispositions issues de la constitution révisée le 30 juillet 2018, qu'un projet de réorganisation de la Direction générale est en cours de réalisation.

CHAPITRE 1 : CONTEXTE GENERAL DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES 2017.

1.1 – CONTEXTE GENERAL.

Les perspectives 2017 ont été établies à partir du cadrage macro-budgétaire 2007-2019 optique SCN93 (système comptable nationale de 1993). Elles posent les jalons de l'émergence à l'horizon 2030 en visant des objectifs de croissance réaliste et progressifs de plus de 6,5% par année, de renforcement

de la bonne gouvernance et de civisme fiscal. Ces perspectives ayant été renforcées par la relance de la production d'énergie avec l'acquisition d'un nouveau central électrique dont l'effectivité opérationnelle était envisagée en février. Ce qui fut chose faite.

Ainsi, le scénario macroéconomique pour 2017 associé au projet de Loi de finances rectificative est légèrement révisé à la hausse, par rapport au projet initial de LdF 2017. La prévision de croissance du PIB s'établirait à + 3,3 % en 2017 (contre + 2,2 % précédemment dans la Loi de finances initiale), soit un niveau supérieur à la croissance démographique qui se situe à 2,5% pour la même période. Les révisions concernant uniquement la composition de la croissance, avec une demande intérieure plus dynamique à l'inverse d'un environnement international moins porteur notamment avec la perspective de hausse des coûts des produits pétroliers.

Car, la relance du secteur énergétique sur l'ensemble du territoire national depuis le mois de février, s'est traduite par des effets positifs, notamment :

- La production des micros et moyennes entreprises favorisées par une augmentation de la demande nationale ;
- La consommation des ménages favorisée par un meilleur contrôle des prix (produits de première nécessité, pétrole, frais de transport, etc.) ;
- L'augmentation des importations de biens d'investissements et de consommation intermédiaires en lien avec le redémarrage de l'activité économique et de la demande intérieure.

Le lancement des activités du deuxième opérateur téléphonique (Telco) ont aussi également constitué une réelle source de croissance avec des externalités positives sur les autres branches de services, à l'instar du secteur financier.

Enfin, bien que l'exécution plus lente que prévu du Programme d'Investissements Publics impacte faiblement la croissance, il convient toutefois de nuancer ce dernier, dans la mesure où la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) a connu une reprise par le lancement de la politique des gros travaux (la construction de l'hôpital El Maarouf, les routes, la privatisation de l'Hôtel Itsandra, la signature du projet de l'aéroport, etc.) qui a redonné confiance aux investisseurs.

1.2 - LES GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES 2017 ET LES MESURES NOUVELLES.

Les Lois de Finances 2017 sont articulées, entre autres, autour des axes prioritaires suivants :

- Créer les conditions d'une croissance économique forte et équilibrée susceptible de résorber les déficits existants.
- Forte mobilisation des ressources intérieures et identification de nouvelles potentialités des ressources ;
- Favoriser l'investissement par la mise en place du plan d'Investissement quinquennal (PIQ) ainsi que l'amélioration des conditions de travail des administrations ;
- Poursuivre les réformes des finances publiques engagées dans le cadre de négociation de nouvelle facilité élargie de crédit (FEC) ;

- Renforcer la gestion de réduction des risques de catastrophes naturelles.
- Appuyer fortement le secteur énergétique par l'achat de nouveaux groupes, le maintien de l'appui financier à la MAMWE et la reprise du projet du fuel lourd;
- La sécurisation des recettes publiques issues des diverses régies, en systématisant le versement dans le CUT à travers l'ouverture de guichets spéciaux à la Trésorerie Générale des Comores ;
- Le croisement de la consommation téléphonique des Administrations avec les redevances des fréquences de Comores Télécom ;
- L'ajout d'une taxe sur terminaison d'appel ;

À travers ce budget, le gouvernement avait tenu à la consolidation des équilibres macroéconomiques fondamentaux et à l'optimisation de l'utilité économique et sociale de nos ressources budgétaires, pour donner une bonne image du pays vis-à-vis de ses partenaires intérieurs et extérieurs. D'où la relance de l'activité économique à travers le renforcement des PME produisant des biens de substitution aux importations et l'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques du pays afin d'améliorer le niveau de vie de la population.

Mais force fut de constater que malgré la volonté affichée par le Gouvernement pour accélérer la mise en œuvre de ce programme, l'exécution de la loi des finances n'a pas atteint les résultats escomptés au premier semestre 2017, ce qui a décidé le Gouvernement de procéder à des ajustements en revoyant à la baisse certaines prévisions de recettes ainsi que de tenir compte des efforts de maîtrise de la dépense primaire publique qui ont permis de faire des économies de crédits au cours de la même période.

Ainsi, le solde budgétaire global révisé pour 2017 s'établit à – 5 199 millions de FC, sur – 9 336 millions de FC prévus dans la Loi de finances initiale, soit une amélioration de 44,31%. Cette réduction du déficit de l'État représente 4 137 millions de FC.

La Loi de finances rectificative compense la diminution de 17 586 millions de FC de recettes internes, par une diminution des dépenses publiques à hauteur de 18 826 millions de FC. Et cela essentiellement grâce à une réduction des dépenses courantes primaires (-12 698 millions de FC) ceci fait ressortir un solde primaire de -1 022 millions de FC, contre 3 865 millions de FC prévus dans la Loi de finances initiale.

C'est ainsi que le Gouvernement a proposé un projet de Loi de Finances rectificative pour 2017 qui tiendra compte de la conjoncture des six derniers mois de 2017, à savoir :

- Le retard enregistré dans la mise en œuvre des mesures et des réformes liées aux recettes intérieures au titre de l'exercice par rapport aux prévisions initiales ;
- L'octroi d'une Aide Budgétaire par l'Émirat de Sharjah au Gouvernement comorien pour un montant de 7 379,52 millions de FC ;
- L'intégration de nouvelles structures (Office Vanille, ANACEP, OCOPHARMA, Agence de la Coopération Internationale) dans le budget pour améliorer le développement socio-économique du pays.

L'intégration des données liées à ces événements à donc relativement bouleversé les prévisions initiales et a fait ressortir les nouvelles grandes masses du Budget qui se présentent comme suit :

2.1 Les Recettes

Les recettes totales passent de 126 973 millions de FC à 112 581 millions de FC, soit une diminution de 14 392 millions de FC (11,33%) :

- Les recettes internes passent de 81 649 millions à 64 360 millions de FC, soit une réduction de 17 289 millions de FC (21,17%) par rapport à la LdFi 2017 ;
- Les ressources externes (dons, projets et aides budgétaires) passent quant à elles, de 45 324 millions à 48 221 millions de FC, soit une augmentation de 2 897 millions de FC (6.01%) par rapport à la LDFI 2017.

2.2 Les Dépenses

Les dépenses totales passent de 136 309 millions de Fc à 117 483 millions de FC, soit une diminution de 18 826 millions de Fc (13,81%) par rapport à la Loi initiale :

- Les dépenses courantes passent de 77 784 millions à 65 086 millions de FC marquant une baisse de 12 698 millions de Fc (16,32%), due à la diminution des investissements sur financement propre.
- Les dépenses en capital passent de 58 525 millions de Fc 52 397 millions de Fc marquant une baisse de 6 128 millions de Fc (10,47%).

(voir tableau (a) : tableau des équilibres budgétaires)

Tableau (a) : Tableau des équilibres budgétaires en 2017

Ressources et Charges	LdFI 2017	LdFR 2017	Ecart	%du PIB 2017 LdFR
Recettes et Dons	126 973	112 580	-14 393	20,28
Recettes Internes	81 649	64 360	-17 290	11,59
Fiscales	60 777	51 735	-9 042	9,32
Dont : Impôts sur le Revenu, Bénéfices et Plus-values	14 703	13 815	-888	2,49
Dont : Impôts sur les Biens et Services	10 476	7 816	-2 659	1,41
Dont : Impôts sur le Commerce International	11 616	11 357	-259	2,05
Dont : Droits d'accises	23 982	18 746	-5 236	3,38
Non- fiscales	20 872	12 625	-8 247	2,27
<i>Recettes Propres (PM)</i>	5 646	2 973	-2 673	0,54
Recettes externes (Dons)	45 324	48 221	2 897	8,69
<i>dont: Aides budgétaires</i>	1 500	1 500	0	0,27
<i>Dons Gouvernement Etranger</i>		7 380	7 380	1,33
Projets (y compris fonct.et assist.tech.)	43 824	39 341	-4 483	7,09
Assistance PPTE Intérimaire	0		0	0,00
Dépenses courantes	77 784	65 086	-12 698	11,72
Dépenses courantes primaires	76 968	64 270	-12 698	11,58
Traitements et salaires	25 660	25 930	270	4,67
Biens et services	10 611	10 872	261	1,96
Transferts	9 263	9 049	-214	1,63
Investissement sur fin. resrces propres	31 434	18 419	-13 015	3,32
Intérêts de la dette	816	816		
Solde primaire	3 865	-726	-4 591	-0,13
			0	0,00
Dépenses en capital	58 525	52 397	-6 128	9,44
Maintenance projets (fin. extérieur)	1 289	1 289	0	0,23
Assistance technique (fin. extérieur)	2 126	2 126	0	0,38
Inv sur Financées ressources extérieures	49 809	39 341	-10 468	7,09
Financées sur fonds de contrepartie			0	0,00
Dette publique	1 141	1 141	0	0,21
Extérieur	641	641		0,12
Intérieur	500	500		0,09
Prêts	4 160	8 500	4 340	1,53
Solde global (base ordonnancement)	-9 336	-4 902	4 433	-0,88
			0	
PIB	272 448	555 197	282 749	100

DEUXIEME PARTIE : EXECUTION BUDGETAIRE

2-1 INTRODUCTION

Les recettes totales sont réalisées à hauteur de 108 134 millions de fc, sur une prévision totale de 112 581 millions de fc,

Elles enregistrent un taux de réalisation de 96,04% par rapport aux prévisions et 19,38% du PIB, contre une réalisation de 61 953 millions de fc pour l'année 2016.

Les dépenses totales sont exécutées à hauteur de 110 977 millions de fc, sur une prévision totale de 117 483 millions de fc,. Elles représentent un taux d'exécution 94,46% par rapport aux prévisions et 19,99% du PIB, contre une exécution de 71 241 millions de fc pour l'année 2016.

L'exécution budgétaire pour l'année 2017 a fait ressortir un solde global déficitaire d'un montant de 2 843 millions de fc, sur une prévision de -4 902 millions de fc, , présentant un taux de 57,99% et -0,51% du PIB.

Une situation qui s'explique essentiellement par la non maitrise des dépenses courantes au niveau des entités insulaires (base ordonnancement).
(Voir graphique 1 et tableau b).

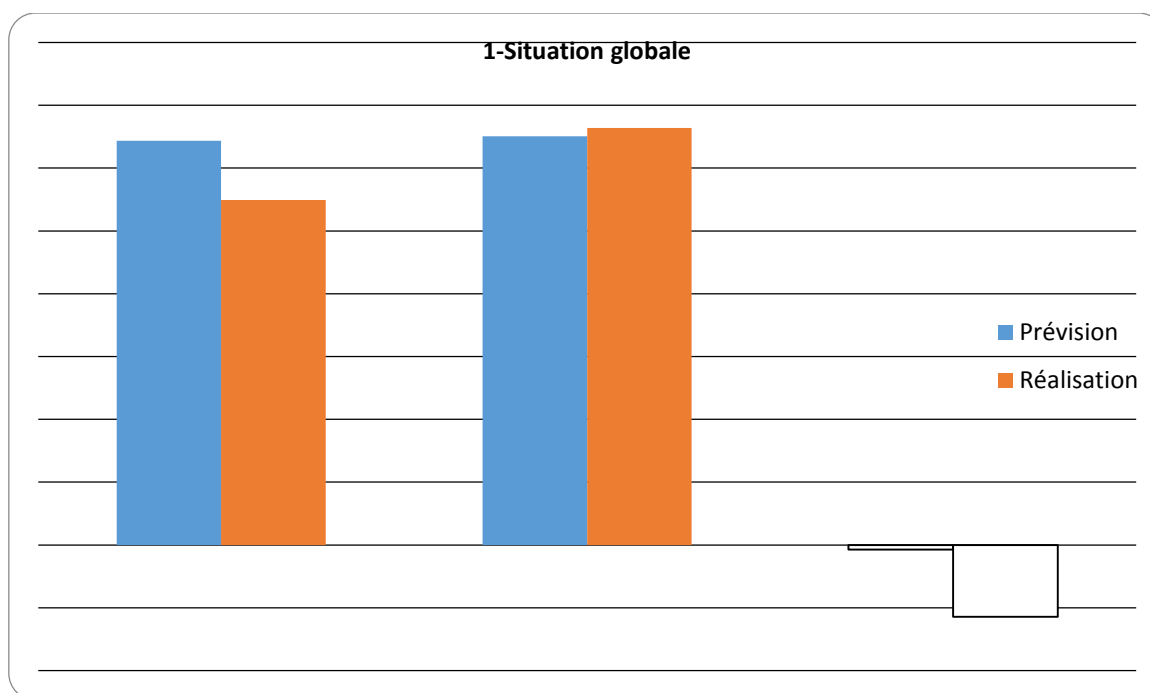


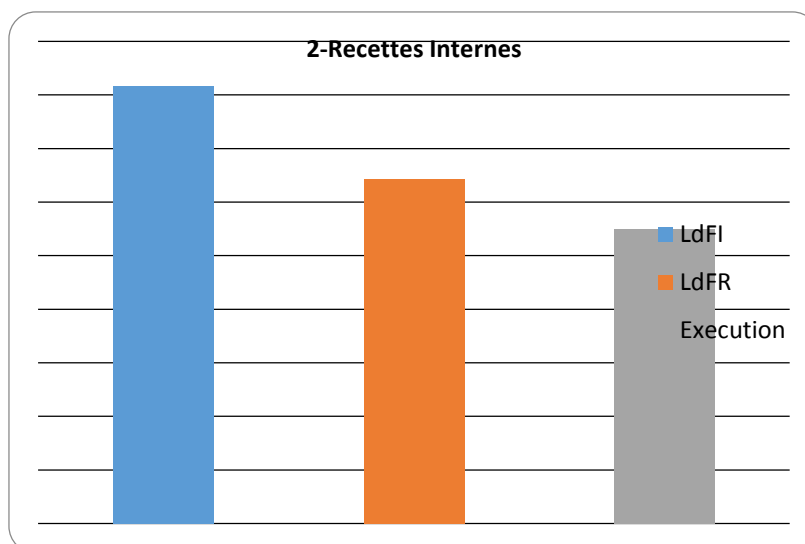
Tableau (b) d'exécution budgétaire en 2017

Ressources et Charges	LdFI 2017	LdFR 2017 (a)	Exécution (b)	Ecart (a- b)	taux d'exécution (b/a)	%du PIB d'exécution
-----------------------	--------------	------------------	------------------	-----------------	------------------------------	------------------------

2-2. EXECUTION DES RECETTES CONSOLIDEES.

2-2-1.Recettes internes.

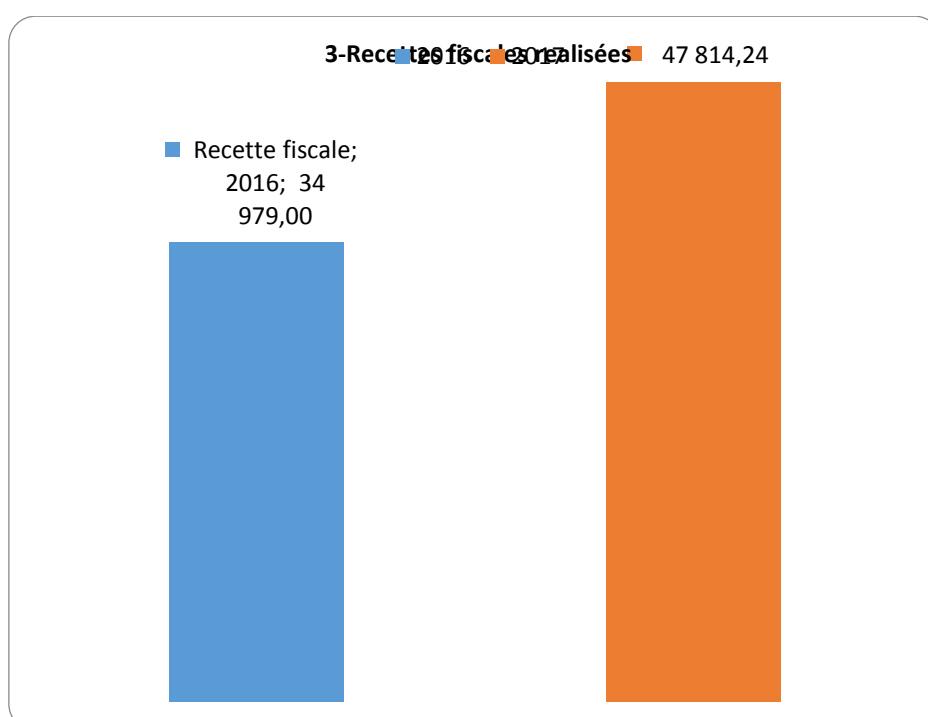
Les recettes internes sont réalisées à hauteur de 55 550 millions de fc, sur une prévision de 64 360 millions de fc,. Elles représentent un taux de réalisation de 86,31% par rapport aux prévisions et 10% du PIB, contre une réalisation de 37 154 millions de fc pour l'année 2016 (voir graphique 2).

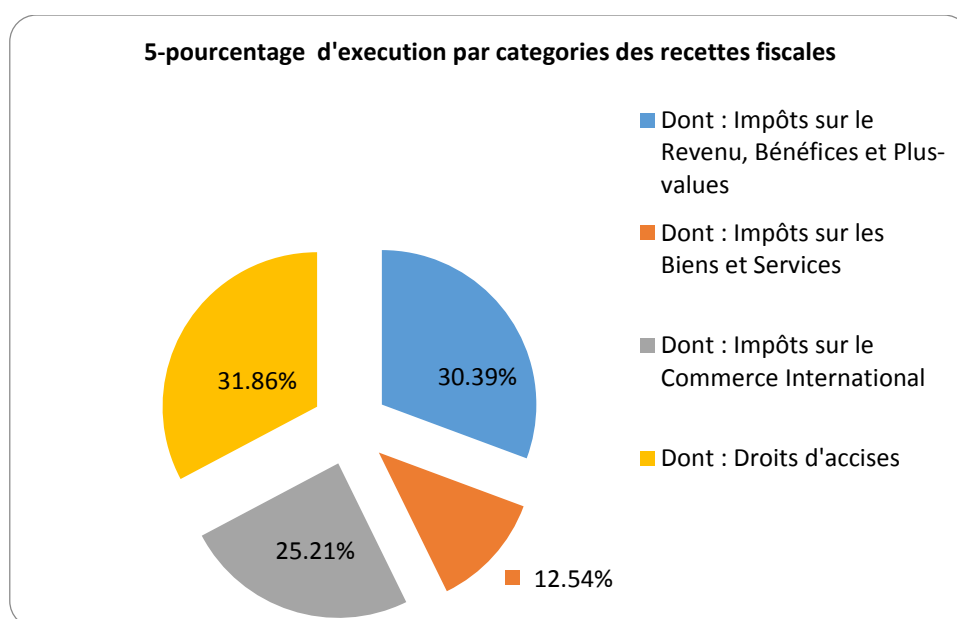
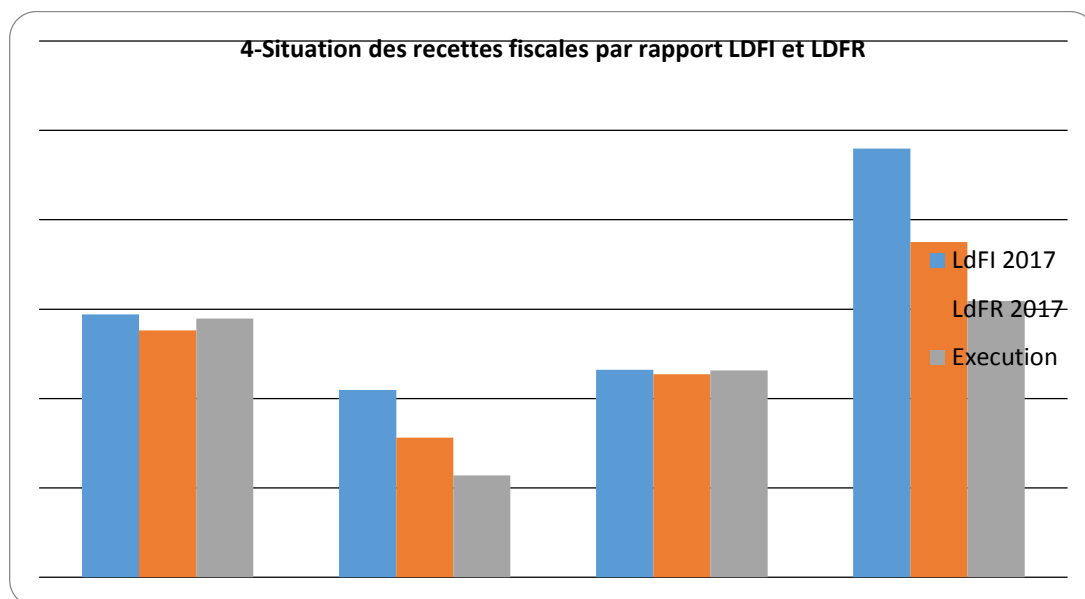


2-2-2. Les Recettes Fiscales.

	prévision rectifi2017(a)	réalisation consolidé2017(b)	Ecart (b-a)	Taux d'exécution (b/a)
impôt /bénéfice plus value	13 838 658 353	14 530 845 987	692 187	105,00%
impôt / biens et services	7 793 014 282	5 998 222 833	- 1 794 791 449	76,97%
commerces internationales	11 356 659 254	12 052 572 170	695 912	106,13%
droit d'accises	18 746 286 189	15 232 602 042	- 3 513 684 147	81,26%
Total recettes fiscales	51 734 618 078	47 814 243 032	- 3 920 375 046	92,42%

Malgré tout, le niveau des recouvrements n'ayant pas été à la hauteur des prévisions, il fallait donc revoir à la baisse les prévisions dans le cadre de la Loi de Finances Rectificative par rapport à la Loi des finances initiale (voir graphique 3, 4 et 5).





2-2-3 Les Recettes non fiscales :

Les recettes non fiscales ont été réalisées à hauteur de 7 736 millions de fc, sur une prévision de 12 625 millions de fc. Elles représentent ainsi un taux de réalisation de 61,27% par rapport aux prévisions équivalent à 1,39% du PIB, contre une réalisation de 2 175 millions fc pour l'année 2016.

Cet écart de recouvrement qui se trouve entre 2016 et 2017, se justifie par le recouvrement des dividendes de certaines sociétés d'Etat.

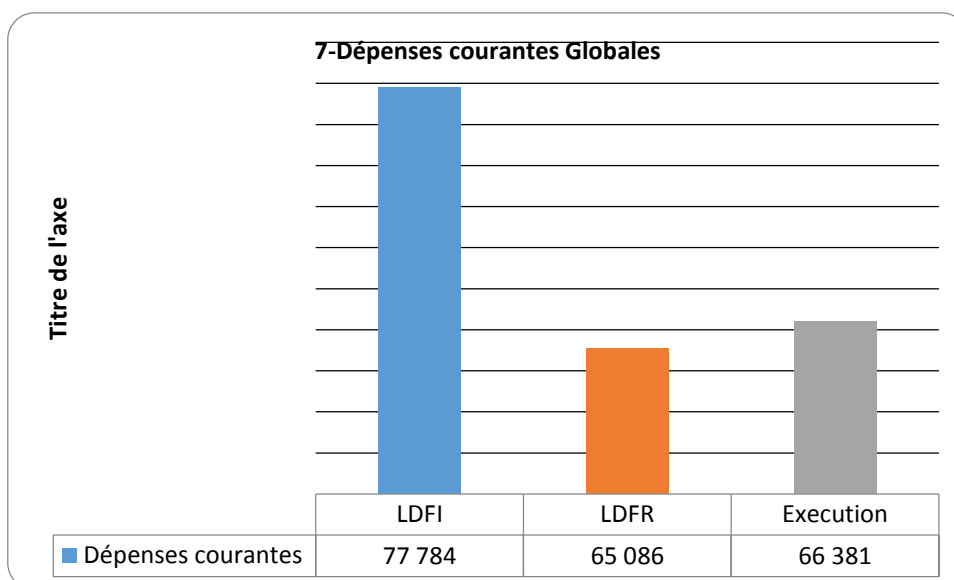
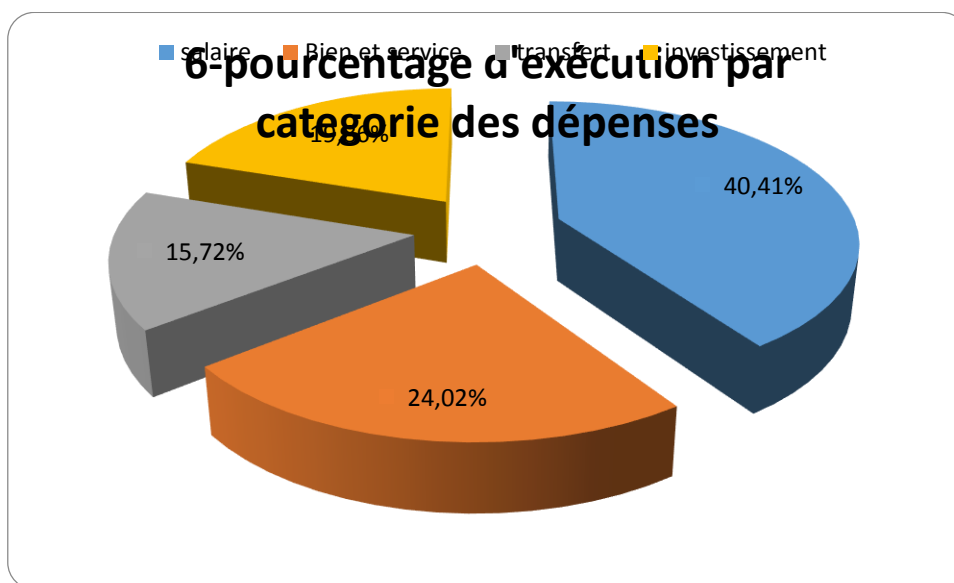
L'augmentation correspond à 255% d'augmentation par rapport à 2016. Il faut ainsi considérer que malgré le fait que l'objectif de l'année 2017 n'a pas été atteint, les réalisations de 2017 démontre la volonté de reprise en main de cette catégorie d'impôt par les services de l'AGID.

En définitive, le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales en 2017 quoique n'ayant pas été à la hauteur des prévisions les résultats obtenus permettent d'envisager de manière optimiste l'exercice 2018 eu égard des réformes envisagées et de l'appropriation par les équipes concernées de la nouvelle dynamique de gouvernance des finances publiques.

2-3. EXECUTION DES DEPENSES CONSOLIDEES.

2-3-1. Dépenses courantes.

Les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 66 381 millions de fc, sur une prévision de 65 086 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution de 101,99%, soit un dépassement de 1 295 millions de fc, représentant 1,99% par rapport aux prévisions et 11,96% du PIB, contre une exécution de 41 544 millions de fc pour l'année 2016 (voir graphique 6 et 7).



2-3-2. Exécution des Dépenses par catégorie

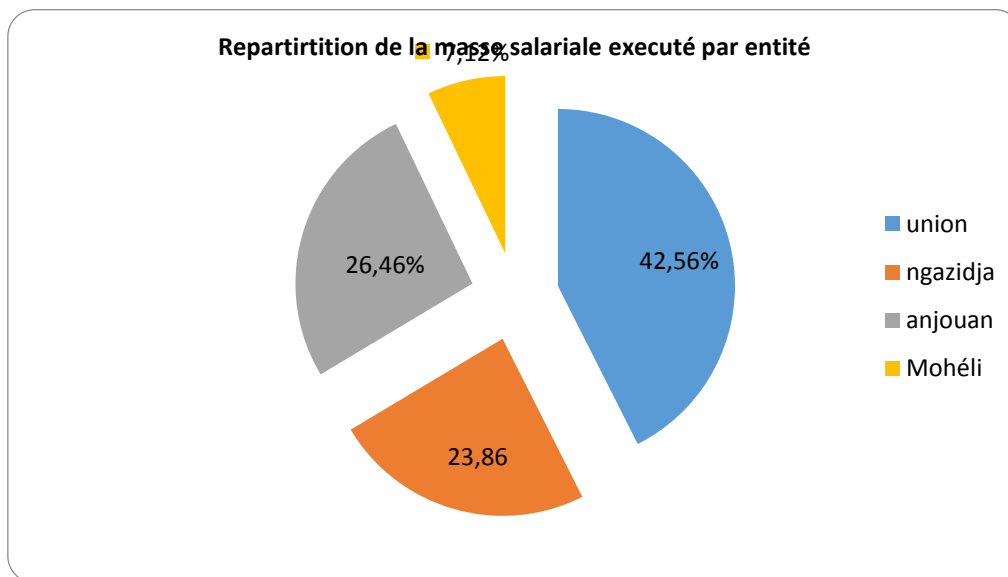
Les Traitements et salaires : ils sont exécutés à hauteur de 26 773 de fc, sur une prévision de 25 930 millions de fc, ce dépassement se présente au niveau des entités insulaires qui n'ont pas respecté leurs

quotas légalement attribués par la Loi de Finances Consolidée. Ils représentent un taux d'exécution de 103,25%, soit un dépassement de 844 millions de fc, représentant 3,25% par rapport aux prévisions et 2,87% du PIB, contre une exécution de 25 680 millions de fc pour l'année 2016.

Les dépenses salariales occupent une place importante soit 40,41% sur les dépenses totales exécutées et 48,73% de l'ensemble des recettes internes recouvrées.

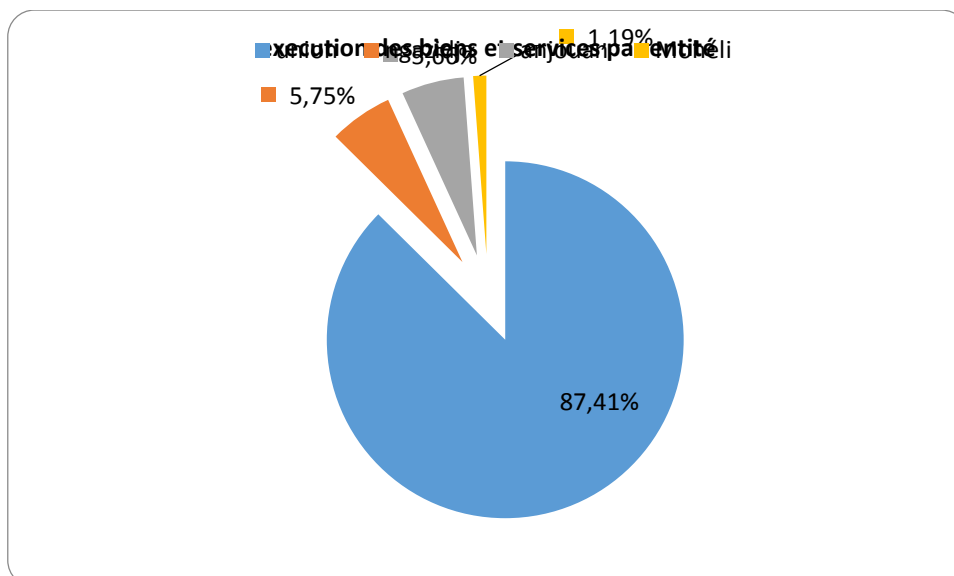
Il faudra surtout remarquer que la masse salariale à Anjouan est la plus importante des entités insulaires et ce malgré les efforts de maîtrise initiés par l'administration centrale pour une meilleure maîtrise des effectifs dans les îles.

Cependant, il ne faudrait pas occulter le fait que pour la première fois et ce malgré ce constat d'augmentation, la masse salariale consolidée passe en dessous des 50% aussi bien des dépenses que des recettes internes recouvrées.



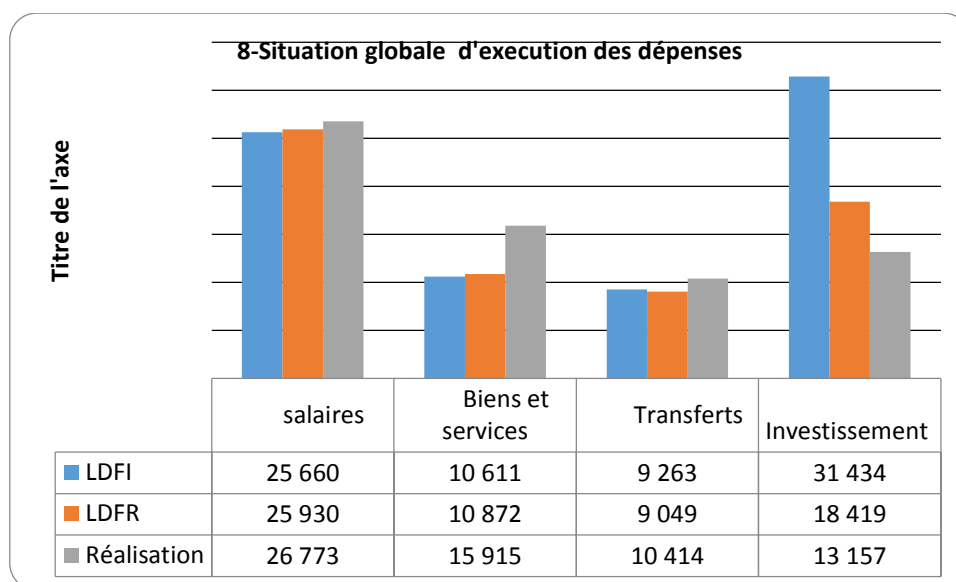
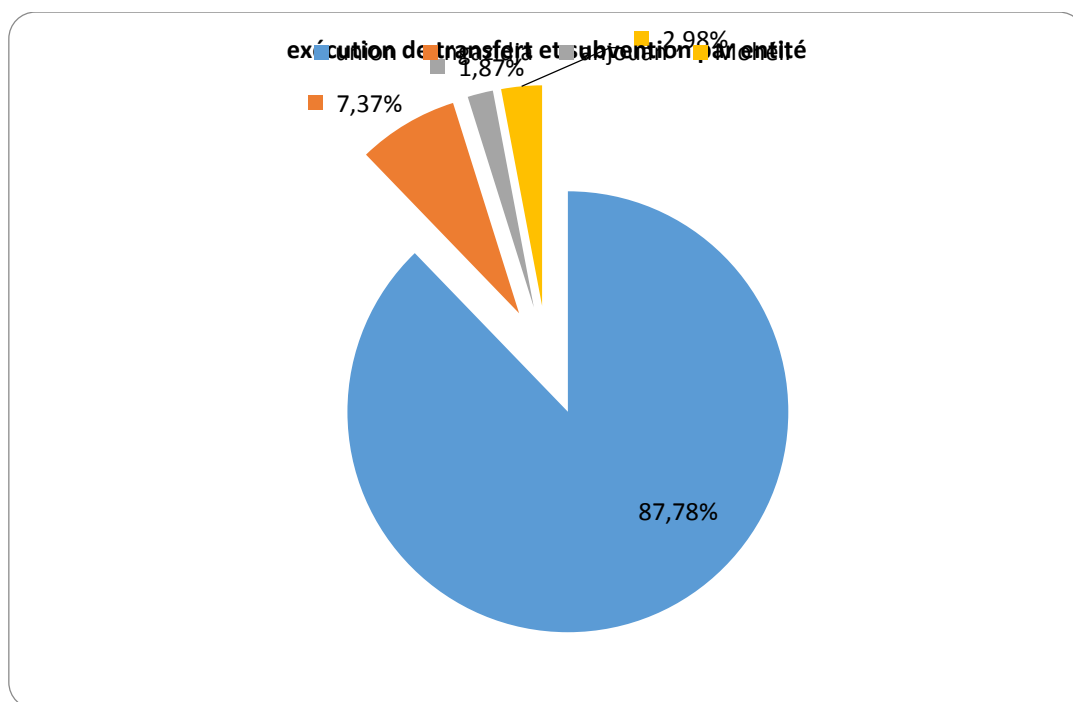
Les Biens et Services : ils sont exécutés à hauteur de 15 915 millions de fc, sur une prévision de 10 872 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 146,39%, soit un dépassement de 5 043 millions de fc, représentant 46,39% par rapport aux prévisions et 1,88% du PIB, contre une exécution de 9 317 millions de fc pour l'année 2016.

Ce dépassement est dû essentiellement au paiement pour apurement des factures téléphoniques des administrations publiques (6 792 901 502 fc) cumulées au cours les années antérieures.



Les Transferts et Subventions : ils sont exécutés à hauteur de 10 414 millions de fc, sur une prévision de 9 049 millions de fc. Ils représentent un taux de d'exécution de 115,09%, soit un dépassement de 1 365 millions de fc, représentant 15,09% par rapport aux prévisions et 1,88% du PIB, contre une exécution de 8 536 millions de fc pour l'année 2016.

Ce dépassement est dû aux régularisations des exonérations (2 126 867 345 fc) accordées aux administrations (Voir graphique 8 ci dessous).



Les ressources du budget d'équipements et d'investissements : elles sont exécutées à hauteur de 57 753 Millions de fc, sur une prévision de 70 816 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution de 81,55%, soit une différence de 13 063 millions de fc par rapport aux prévisions représentant 18,45% et 10,40% par rapport au PIB, contre une exécution de 27 007 millions de fc en 2016.

Ces ressources sont réparties comme suit :

Ressources du budget d'équipement sur financement intérieur : elles sont exécutées à hauteur de 13 157 Millions de fc, sur une prévision de 18 419 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution de 71,43%, par rapport aux prévisions et 2,37% du PIB, contre une exécution de 2 311 millions de fc pour l'année 2016.

Pour ce qui est des dépenses en capital ; Dons, Assistance technique, et dette publique : ils sont exécutés à hauteur de 44 596 Millions de fc, sur une prévision de 52 397 millions de fc. La dette publique est exécutée à hauteur de 419 millions de fc, sur une prévision de 1 141 millions de fc. Ces dépenses en capitaux représentent un taux d'exécution de 85,11%, par rapport aux prévisions et 8,03% du PIB.

2-4. EXECUTION BUDGETAIRE PAR ENTITE.

En somme, l'exécution de la Loi de finances 2017 a été établie d'une façon globale. Sur ce, il est à approfondir la base de l'évolution prévisible de l'exécution de chaque entité.

A l'instar dans les gouvernorats des îles autonomes, certaines dépenses de fonctionnement de leurs administrations (salaires, carburants, électricité et communication comme « téléphone et internet ») sont ordonnancées dans leurs propres crédits budgétaires mais elles sont payées par les recettes à Partager au niveau de l'Administration centrale

Cette procédure ne cesse d'engendrer des conséquences plutôt négatives car elle laisse aux entités Insulaires la possibilité de dépasser leurs quotas légalement attribués par la Loi de Finances Consolidée.

Or, les dépassements des quotas sur certaines dépenses ne sont pas maîtrisés par l'administration centrale (Voir tableau

Tableau © de situation d'exécution de chaque entité en 2017

	Union			Ngazidja		Anjouan		Mwali	
Ressources et Charges	exécution consolidé	exécution	taux d'exécuté/c consolidé	exécution	taux d'exécuté/consolidé	exécution	taux d'exécuté/c consolidé	exécution	taux d'exécuté/c consolidé
Recettes Internes	55 550	52 992	95,39	1 332	2,39	985	1,77	241	0,43
Fiscales	47 814	45 778	95,74	1 041	2,17	808	1,68	189	0,39
Dont : Impôts sur le Revenu, Bénéfices et Plus-values	14 531	13 612	93,67	432	2,97	392	2,70	95	0,66
Dont : Impôts sur les Biens et Services	5 998	4 880	81,36	609	10,15	416	6,93	93	1,56
Dont : Impôts sur le Commerce International	12 053	12 053	100,00	0	0,00	0	0,00		0,00
Dont : Droits d'accises	15 233	15 233	100						0,00
Non- fiscales	7 736	7 214	93,26	292	3,77	177	2,30	52	0,67
<i>Recettes Propres (PM)</i>	1 763	35	1,99	963	54,65	615	34,90	149	8,46
Dépenses courantes	66 381	47 565	71,65	8 287	12,48	8 527	12,85	2 420	3,65
Dépenses courantes primaires	66 259	47 024	70,97	8 287	12,51	8 527	12,87	2 420	3,65
Traitements et salaires	26 773	11 395	42,56	6 387	23,86	7 084	26,46	1 907	7,12
Biens et services	15 915	13 911	87,41	915	5,75	900	5,66	189	1,19
Transferts	10 414	9 142	87,78	768	7,37	194	1,87	310	2,98
Investissement sur fin. ressources propres	13 157	12 576	95,59	217	1,65	349	2,65	14	0,11
Intérêts de la dette	122	122	100,00		0,00		0,00		0,00
Solde primaire	-11 392	4 866	-42,71	-6 955	61,05	-7 542	66,20	-2 179	19,13
PIB	272 448	555 197				282 749			

2-4-2. ÎLE AUTONOME DE NGAZIDJA.

2-4-2-1. RECETTES.

LES RECETTES de l'île sont réalisées à hauteur de 1 332 millions de fc, soit 87,52% par rapport aux prévisions de 1 522 088 087 fc des recettes totales de l'île et 0,24% du PIB, sur une réalisation de 1 079 millions de fc pour l'année 2016.

LES RECETTES PROPRES sont réalisées à hauteur de 963 millions de fc, sur une prévision de 1 170 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 82,31% par rapport aux prévisions et 0,17% du PIB, contre 732 millions de fc pour l'année 2016.

- **Les Recettes Fiscales** sont réalisées à hauteur de 672 millions de fc, sur une prévision de 784 millions de fc soit un taux d'exécution de 85,71% par rapport aux prévisions et 0,12% du PIB, contre 428 millions de fc pour l'année 2016.

Cette performance est due à une réalisation élevée des vignettes et la taxe des véhicules à moteur diesel.

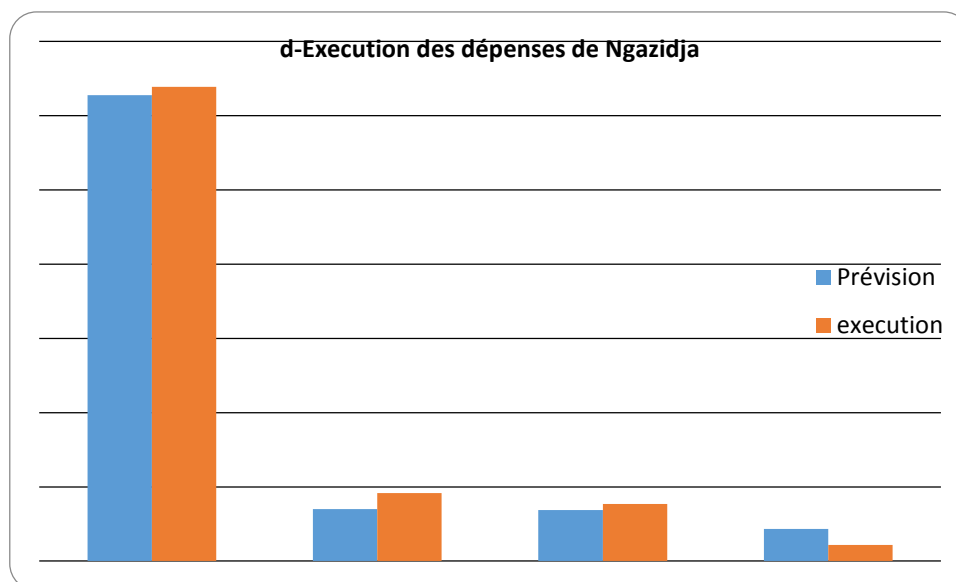
- **Les Recettes non Fiscales** sont réalisées à hauteur de 292 millions de fc sur une prévision de 386 millions de fc, soit un taux d'exécution de 75,64% par rapport aux prévisions et 0,05% du PIB, contre 304 millions de fc pour l'année 2016.

2-4-2-2. DEPENSES.

Les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 8 287 millions de fc, sur une prévision de 8 097 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution de 102,35% par rapport aux prévisions et 1,5% du PIB contre une exécution de 7 877 millions de fc pour l'année 2016. (Voir tableau d et graphique d).

TABLEAU (d) D'EXECUTION DES DEPENSES DE NGAZIDJA

	Prévision	exécution	Ecart	Taux d'exécution
Salaire	6 277,00	6 387,11	- 110,11	101,75
Biens et service	700,00	915,47	- 215,47	130,78
Transfert	686,00	767,82	- 81,82	111,93
Invest	434,00	217,01	216,99	50,00



- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 6 387 millions de fc, sur une prévision de 6 277 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 101,75% par rapport aux prévisions et 1,15% du PIB, contre une exécution de 6 224 millions de fc pour l'année 2016.

Il est à noter que cette rubrique représente 77,70% des dépenses totales exécutées et environ six fois leurs recettes recouvrées.

- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur 915 millions de fc, sur une prévision de 700 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution 130,78%, par rapport aux prévisions et 0,16% du PIB, contre une exécution de 851 millions de fc pour l'année 2016.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 767 millions de fc, sur une prévision de 686 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 111,93% par rapport aux prévisions et 0,14% du PIB, contre une exécution de 694 millions de fc pour l'année 2016.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 217 millions de fc, sur une prévision de 434 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 50% par rapport aux prévisions et 0,04% du PIB, contre une exécution de 108 millions de fc pour l'année 2016.

2-4-3. ÎLE AUTONOME d'ANJOUAN.

2-4-3-1. RECETTES.

LES RECETTES de l'île sont réalisées à hauteur de 985 millions, soit 67,19% par rapport aux prévisions de 1 466 088 087 fc et 0,18% du PIB, contre une réalisation de 1 166 millions fc pour l'année 2016.

LES RECETTES PROPRES sont réalisées à hauteur de 615 millions de fc, sur une prévision de 1 040 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 59,13% par rapport aux prévisions et 0,11% du PIB, contre une réalisation de 802 millions de fc pour l'année 2016.

Cette situation montre une régression de recouvrement des recettes propres à hauteur de 187 millions fc.

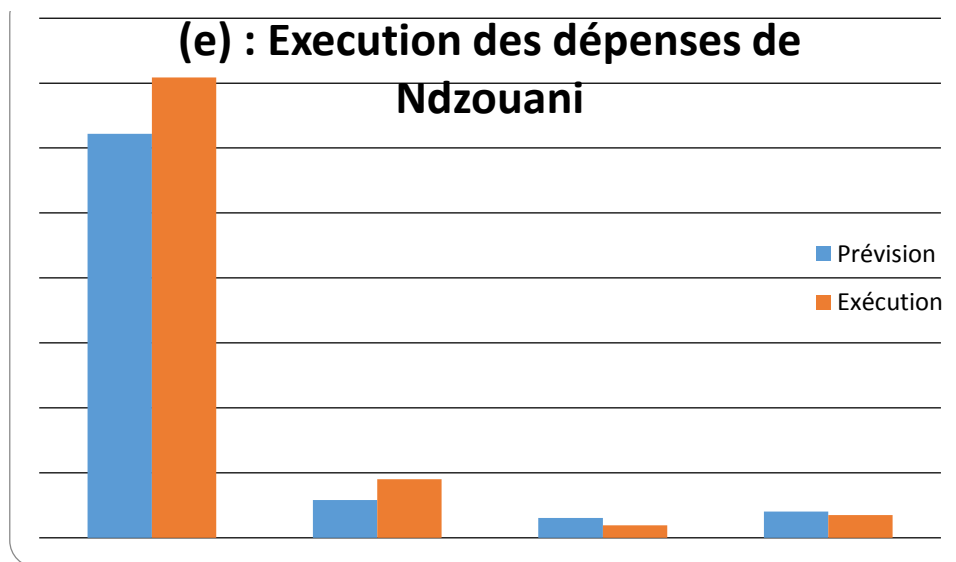
- **Les Recettes Fiscales** sont réalisées à hauteur de 438 millions de fc sur une prévision de 814 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 53,80% par rapport aux prévisions et 0,08% du PIB, contre une réalisation de 1 047 millions de fc pour l'année 2016.
- **Les Recettes non Fiscales** sont réalisées à hauteur de 178 millions de fc sur une prévision de 226 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation soit 78,76% par rapport aux prévisions et 0,03% du PIB contre une réalisation de 304 million de fc pour l'année 2016.

Anjouan enregistre une contreperformance en matière de mobilisation de recettes d'une manière générale. Des efforts devraient être faits pour renforcer la mobilisation des ressources propres.

2-4-2-2. DEPENSES.

Les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 8 527 millions de fc, sur une prévision de 7 510 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution 113,54% par aux prévisions et 1,54% du PIB, contre une exécution de 7 557 millions de fc pour l'année 2016. (voir tableau et graphique e).

TABLEAU (e) : D'EXECUTION DES DEPENSES DE NDZOUANI				
	Prévision	Exécution	Ecart	Taux d'exécution
Salaire	6 217,00	7 084,00	- 867,00	113,95
Biens et service	582,00	900,21	- 318,21	154,67
Transfert	306,00	194,35	111,65	63,51
Invest	405,00	348,90	56,10	86,15



- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 7 084 millions de fc, sur une prévision de 6 217 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 113,95% par rapport aux prévisions et 1,28% du PIB, contre une exécution de 6 217 millions de fc pour l'année 2016

Il est à noter que cette rubrique représente 77,70% des dépenses totales exécutées est environ six fois, leurs recettes recouvrées.

- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur 900 millions de fc, sur une prévision de 582 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 154,67% par rapport aux prévisions et 1,62% du PIB, contre une exécution de 608 millions de fc pour l'année 2016.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutées à hauteur de 194 millions de fc, sur une prévision de 306 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 63,51% par rapport aux prévisions et 0,04% du PIB, contre une exécution de 639 millions de fc pour l'année 2016.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 349 millions de fc, sur une prévision de 405 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 86,15% par rapport aux prévisions et 0,06% du PIB, contre une exécution de 91 millions de fc pour l'année 2016.

Cette situation ne fait que refléter la faible mobilisation de recettes intérieures à l'échelle nationale, pour se permettre de financer des investissements au détriment du fonctionnement quotidien, des dépenses obligatoires ainsi que des urgences des gouvernants.

2-4-4. ÎLE AUTONOME DE MWALI.

2-4-4-1. RECETTES.

LES RECETTES de l'île sont réalisées à hauteur de 241 millions de fc sur une prévision de 656 millions. Elles représentent un taux d'exécution de 36,73% par rapport aux prévisions et 0,05% du PIB, contre une réalisation de 185 millions fc pour l'année 2016.

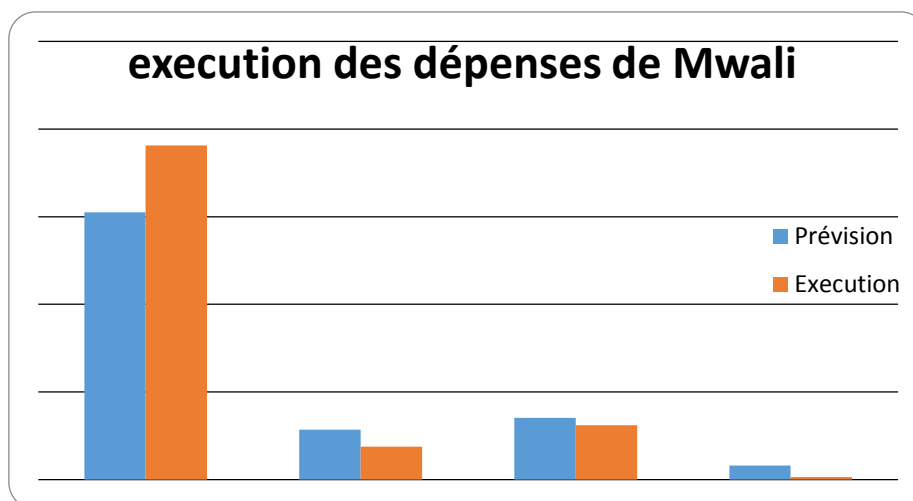
Les RECETTES PROPRES sont réalisées à hauteur de 149 millions de fc, sur une prévision de 351 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 42,32% par rapport aux prévisions et 0,03% du PIB, contre une réalisation de 73 millions de fc pour l'année 2016.

- **Les Recettes Fiscales** sont réalisées à hauteur de 97 millions de fc sur une prévision de 282 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de soit 34,39% par rapport aux prévisions et 0,02% du PIB, contre une réalisation de 149 millions de fc pour l'année 2016.
- **Les Recettes non Fiscales** sont recouvrées à hauteur de 52 millions de fc sur une prévision de 69 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 75,36% par rapport aux prévisions et 0,01% du PIB contre une réalisation de 36 millions de fc pour l'année 2016.

2-4-4-2. DEPENSES.

Les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 2 420 millions de fc, sur une prévision 2 243 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 107,89% par rapport aux prévisions et 0,44% du PIB, contre une exécution de 2 348 millions de fc pour l'année 2016.

TABLEAU D'EXECUTION DES DEPENSES DE MWALI				
	Prévision	Exécution	Ecart	Taux d'exécution
Salaire	1 525,00	1 907,26	- 382,26	125,07
Biens et service	285,00	188,68	96,32	66,20
Transfert	353,00	310,22	42,78	87,88
Invest	80,00	14,19	65,81	17,74



- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 1 907 millions de fc, sur une prévision de 1 525 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 125,07% par rapport aux prévisions et 0,34% du PIB, contre une exécution de 1 647 millions de fc pour l'année 2016.

Il est à noter que la masse salariale représente 70,14% de leurs dépenses totales exécutées et près de neuf fois plus de leurs recettes recouvrées.

- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 189 millions de fc, sur une prévision de 285 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 66,20% par rapport aux prévisions et 0,03% du PIB, contre une exécution de 234,20 millions de fc pour l'année 2016.

Nous constatons une nette amélioration de l'exécution par rapport à l'année précédente.

- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 310 millions de fc, sur une prévision de 353 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 87,88% par rapport aux prévisions et 0,06% du PIB, contre une exécution de 432 millions de fc pour l'année 2016.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 14 millions de fc, sur une prévision 80 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution 17,74% par rapport aux prévisions et 0,003% du PIB contre une exécution de 35 millions de fc pour l'année 2016.

2-4-5. UNION.

2-4-5-1. RECETTES.

Les recettes internes sont réalisées à hauteur de 52 992 millions de fc, une prévision de 60 716 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 87,28% par rapport aux prévisions et 9,54% du PIB, contre une réalisation de 37 154 millions de fc pour l'année 2016.

- **Les recettes fiscales** sont réalisées à hauteur de 45 778 millions de fc, une prévision de 48 772 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 93,86% par rapport aux prévisions et 8,25 % du PIB, contre une réalisation de 33 007 millions de fc pour l'année 2016.

Cette performance se manifeste par la volonté de la Douane qui a réalisé à elle seule 61% de ces recettes fiscales.

- **Les recettes non fiscales** sont réalisées à hauteur de 7 203 millions de fc, sur une prévision de 11 918 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 60,43% par rapport aux prévisions et 1,30% du PIB, contre une réalisation de 2 175 millions de fc pour l'année 2016.

2-4-5-2. DEPENSES.

Les **dépenses courantes** sont exécutées à hauteur de 38 946 millions de fc, sur une prévision de 47 236 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution de 82,45% par rapport aux prévisions et 7,02% du PIB, contre une exécution de 23 727 millions de fc pour l'année 2016.

Les dépenses courantes primaires sont exécutées à hauteur de 38 824 millions de fc, sur une prévision de 46 420 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution de 83,64% par rapport aux prévisions et 7% du PIB, contre une exécution de 28 065 millions de fc pour l'année 2016.

Les dépenses salariales ont été maîtrisées, les autres rubriques (biens & services et transferts) sont en dépassement par rapport aux prévisions (voir tableau ci-dessous).

TABLEAU D'EXECUTION DES DEPENSES DE L'UNION					
	PREVISIONS	EXECUTIONS	ECARTS	TAUX D'EXEC EN %	Taux/PIB
SALAIRE	11 911	11 395	516	95,67%	2,05
BIENS ET SERVICES	9 302	13 911	-4 609	149,55%	2,51
TRANSFERT ET CONT	7 707	9 142	-1 435	118,62%	1,65
INVESTISSEMENT	17 500	12 576	4 924	71,86%	2,27
Intérêts Dette extérieure	310	122	188	39,35%	0,02
Amortissement. Dettes extérieures	641	419	222	65,37%	0,08
Dettes intérieures	500	0	500	0,00%	0,00
TOTAL	47 871	47 565	306	99,36%	8,57

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 11 395 millions de fc, contre une prévision de 11 911 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution 95,67% par rapport aux prévisions et 2,06% du PIB, sur une exécution de 11 599 millions de fc pour l'année 2016

Globalement, la masse salariale a été maîtrisée malgré les dépassements constatés au niveau des institutions sus citées :

- VP Economie et Plan,
- Ministère de l'Intérieur,
- Ministère de la jeunesse et sports,
- Ministère de la Santé,
- et Vice présidence chargée du Ministère des postes et Télécommunication.

Celle-ci est due aux nominations des membres des nouvelles structures ministérielles et des secrétariats d'Etat, aux diverses régularisations et aux recrutements au niveau des différents ministères.

Il est à rappeler, enfin, que cette rubrique couvre en outre tous les salaires FOP et hors FOP de l'année ainsi que les rappels des salaires non perçus et moins perçus des années antérieures.

- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 13 911 millions de fc, sur une prévision de 9 302 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 149,55% par rapport aux prévisions et 2,51% du PIB, contre une exécution de 7 624 millions de fc pour l'année 2016. Ce dépassement s'explique éventuellement par les régularisations des paiements croisées avec quelques sociétés d'Etat, en l'occurrence SCH et Comores Télécoms, tardivement, et qui n'ont pas été prévus en totalité.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 9 142 millions de fc, sur une prévision de 7 707 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 118,62% par rapport aux prévisions et 1,65% du PIB, contre une exécution de 6 771 millions de fc pour l'année 2016. Ce dépassement s'explique par les régularisations des dépenses fiscales (Exonérations) non prévues dans la loi de finances.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 12 576 millions de fc, sur une prévision de 17 500 millions de fc. Ils présentent un taux d'exécution de 71,87% par rapport aux prévisions et 2,27% du PIB, contre une exécution de 2 077 millions de fc pour l'année 2016.

3. HISTORIQUE EVOLUTIVE BUDGETAIRE

	HISTORIQUE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE 2015 – 2017 (en millions de fc)					
Ressources budgétaires	2015		2016		2017	
Natures	Prévision	exécution	Prévision	exécution	Prévision	exécution
Recettes totales	45 698	41 702	45 845	37 154	64 360	55 550
Recettes fiscales	30 540	26 116	35 790	34 979	51 735	47 814
Recettes non fiscales	15 154	15 586	10 055	2 175	12 625	7 736
Charges budgétaires						
Natures						
Dépenses courantes	45 718	41 723	54 700	46 305	64 579	66 381
Salaires	24 026	23 365	26 730	26 163	25 930	26 773
Biens et services	10 121	9 083	12 674	9 493	10 872	15 915
Transferts	6 541	5 520	9 943	8 170	9 049	10 414
Investissements	4 388	3 578	5 174	2 328	18 419	13 157
Intérêt de la dette	642	177	180	151	309	122
PIB NOMINAL	260 602		274 511		555 197	

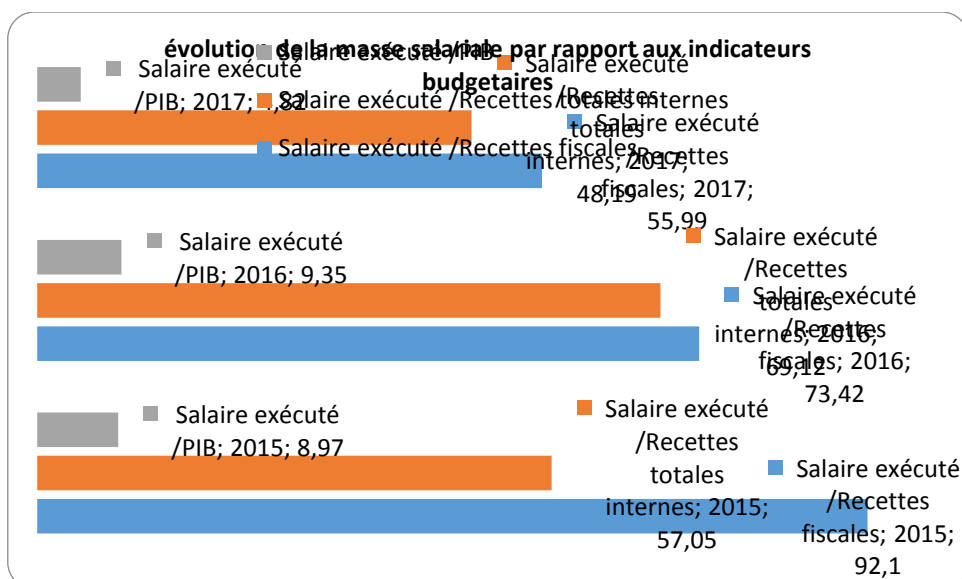
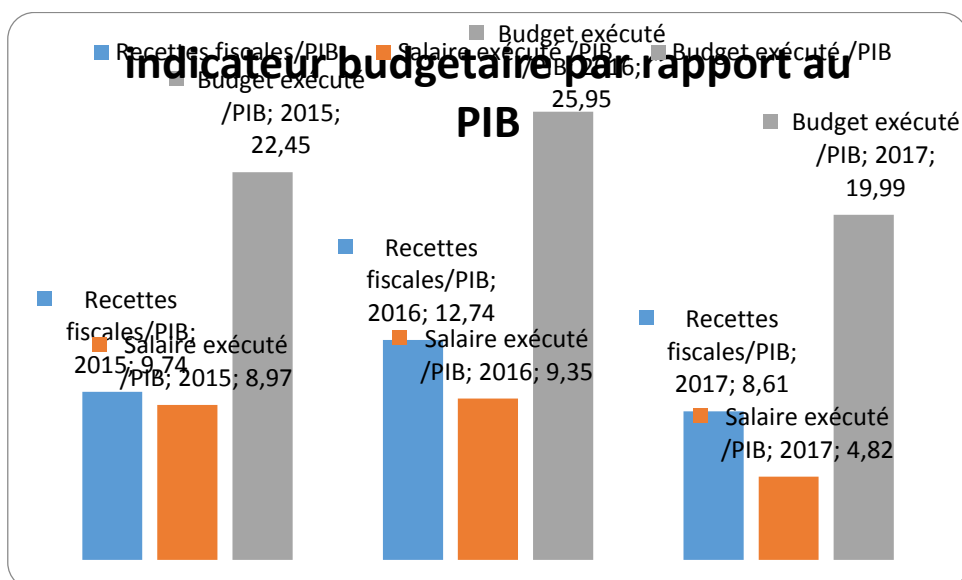
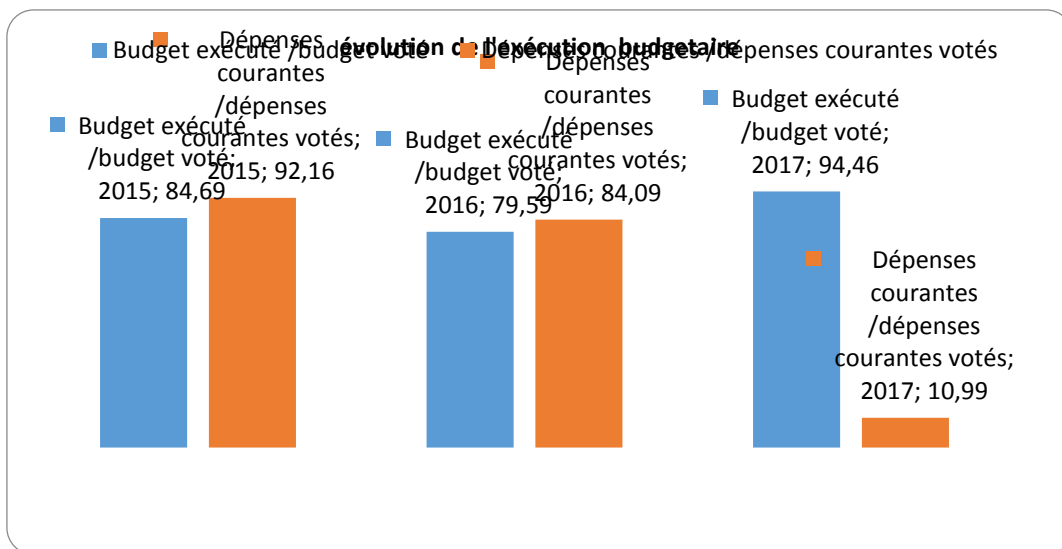
**Tableau n°5 : évolution des Indicateurs budgétaires
De 2015 à 2017 (En pourcentage).**

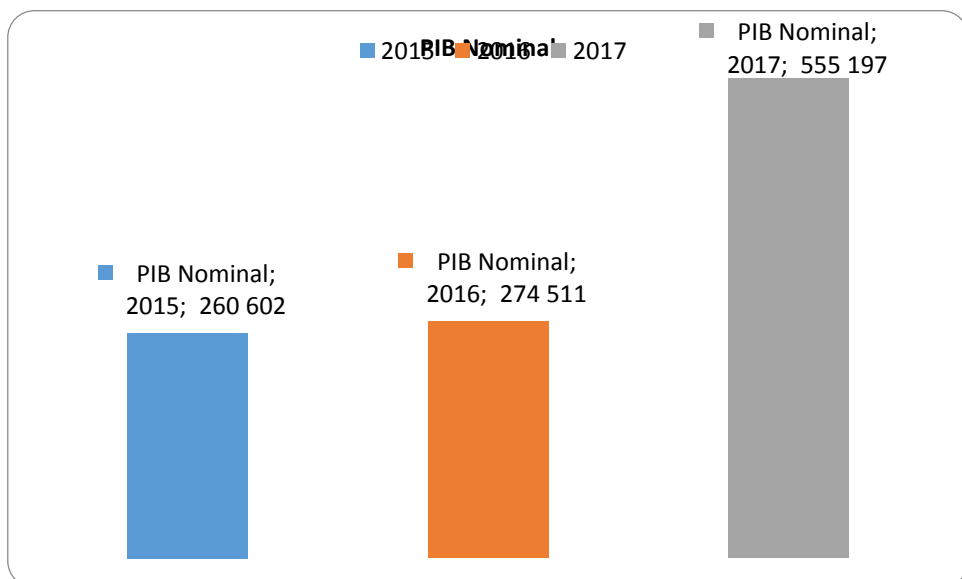
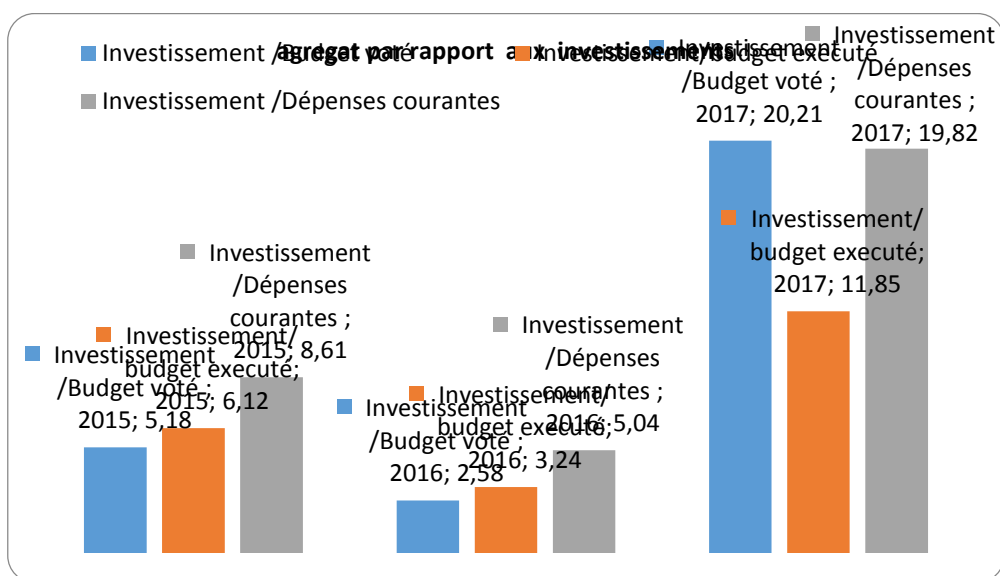
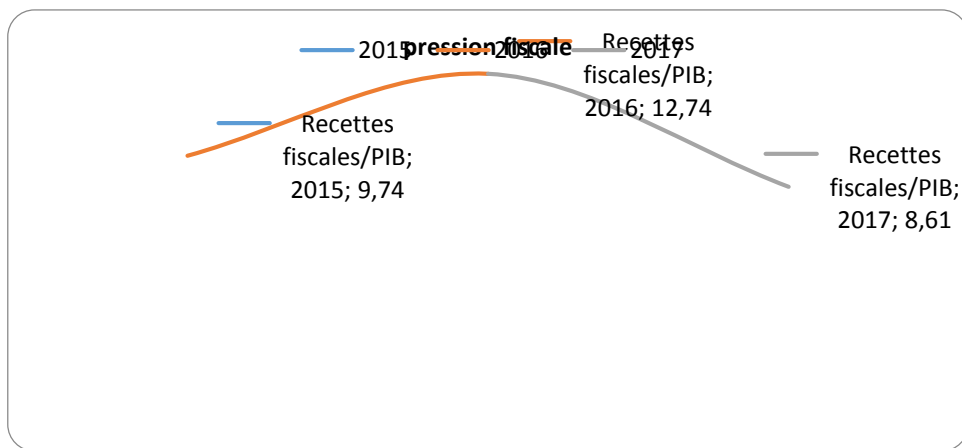
Indicateurs/Années	2015	2016	2017
Budget exécuté /budget voté	84,69	79,59	94,46
Dépenses courantes /dépenses courantes votés	92,16	84,09	10,99
Budget exécuté /Recettes réalisées totales	83,69	114,99	83,68
Budget exécuté /PIB	22,45	25,95	19,99 ⁱ
Salaire exécuté /Budget voté	33,82	28,69	24,12
Salaire exécuté /Budget exécuté	39,94	36,05	41,59
Salaire exécuté /Dépenses courantes	56,24	56,01	40,33
Salaire exécuté /Recettes totales internes	57,05	69,12	48,19
Salaire exécuté /Recettes fiscales	92,1	73,42	55,99
Salaire exécuté /PIB	8,97	9,35	4,82
Biens et services /Budget Voté	13,15	10,41	13,55
Biens et services /Budget exécuté	15,52	13,08	14,34
Biens et services /Dépenses courantes	21,86	20,32	23,98
Transfert /Budget voté	7,99	9,54	8,86
Transfert /Budget exécuté	9,44	11,98	9,38
Transfert /Dépenses courantes	13,29	18,62	15,69
Investissement /Budget voté	5,18	2,58	20,21
Investissement/budget exécuté	6,12	3,24	11,85
Investissement /Dépenses courantes	8,61	5,04	19,82
Recettes fiscales/PIB	9,74	12,74	8,61

L'évolution de ces indicateurs budgétaires révèle une progression plus ou moins importante dans ces trois années ci-dessus, principalement l'année 2017. Ceci montre une expansion notoire à hauteur de 94,46% du budget voté par rapport aux années antérieures. Cette progression est due aux investissements sur financement propre qui s'élève à hauteur de 13 157 millions de fc, soit 19,82% par rapport aux recettes fiscales, ce qui n'était pas le cas dans les années antérieures.

Toutefois, des modifications ont été réalisées par rapport au système de comptabilité nationale SCN68 à celui de 1993. Malgré les efforts déployés en 2017 sur les recouvrements des recettes, la pression fiscale reste inférieure par rapport aux années précédentes à cause du doublement du PIB.

Les présentations graphiques ci-dessous illustrent la situation des agrégats du tableau ci-haut :





CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.

1 - CONCLUSIONS

Les résultats de l'exécution budgétaire de l'exercice 2017 sont améliorés par rapport à l'année antérieure qu'il soit au niveau des prévisions qu'au niveau de l'exécution grâce surtout à la volonté des autorités de porter une solution au problème énergétique.

Les résultats de cette année 2017 sont aussi dus à un pilotage proximité sous la direction du Ministre des finances et ce à travers le comité budgétaire mis en place dès la promulgation de la Loi des finances en janvier 2017 démontrant la volonté des responsables à accompagner les acteurs de la gestion budgétaire dans le pilotage et le suivi budgétaire.

Les améliorations effectuées sur les prévisions en cours d'exercice avec le projet de loi rectificative ont aussi permis de mieux ajuster les attentes et les ambitions initialement affichées par les autorités nationales.

2.- RECOMMANDATIONS.

A la lumière de ce qui précède, il serait plus indiqué qu'un certain nombre de mesures soient prises au niveau des régies financières ainsi qu'au sein de l'ensemble des Entités pour continuer à améliorer les performances en matière de ressources particulièrement fiscales tout en maîtrisant les dépenses. A cet effet, il est proposé de procéder, entre autres :

- à la poursuite de la mise en œuvre de la réforme relative à l'AGID.
- Au renforcement des contrôles fiscaux et post dédouanement à travers la brigade mobile.
- Au renforcement des recouvrements à tous les niveaux.
- A l'opérationnalisation de la fiscalité locale (i.e. au niveau des communes)
- A la réforme et à l'élargissement de l'assiette fiscale à tous les niveaux (Union et Îles).
- .
- A l'alignement de l'ensemble des régies dans les recettes publiques.

Par ailleurs, des mesures visant à une compression drastique des dépenses, notamment non obligatoires seraient à envisager à très court terme.

Il faudra aussi :

- La réduction progressive de l'indicateur « masse salariale sur recette fiscale » pour atteindre, à moyen terme une norme acceptable ;
- La concentration et/ou limitation des représentations diplomatiques ainsi que leur personnel d'appui.
- La pérennisation du système intégré de gestion de la chaîne des dépenses

ⁱ PIB 2017 est celui du système de la comptabilité nationale 1993 (SCN93), les autres années c'est SCN 68